

Charge au vitriol de Sarah Knafo contre l'audiovisuel public

écrit par Juvénal de Lyon | 29 août 2025





L' OJM reprend l'interview du 21 mai par JJ Bourdin sur Sud-Radio pour ceux auquel cet entretien aurait échappé. Le scandale de la gestion des services de radiodiffusion et télévision publiques est révélé avec pertinence par Sarah Knafo. Ce rappel caustique de l'incurie étatique de l' Etat dans tous les domaines est mis en évidence. Nicolas ne veut plus être racketté; la révolte gronde chez les gueux qui font preuve d' une tempérance stupéfiante sur la gabegie inconsidérée par laquelle on gaspille l' argent de leurs impôts.

Jusqu'à quand enfin abusera-t-on de notre patience !

C'est Nicolas qui paye,

MAIS...C'est Sarah qu'il nous faut !

Juvénal

« Un gouffre à argent public ! » : la charge au vitriol de Sarah Knafo contre l'audiovisuel public

C'était le 21 mai 2025. Ce jour-là, Sarah Knafo (Reconquête) dénonce au micro de Jean-Jacques Bourdin « l'abonnement forcé » payé par les ménages français à France Télévisions.

Une jolie enveloppe mensuelle de « 83 euros » par ménage, et ce chaque année. Une petite bombe médiatique. Sur les réseaux sociaux, les internautes sont furieux. Du côté de la presse, on tente coûte que coûte de débunker les dires de la députée européenne. L'affaire sera prise au sérieux même par les politiques, l'ancien ministre Olivia Grégoire se fendant d'un tweet pour éteindre l'incendie.

Parce que le député n'en est pas à sa première estocade contre l'audiovisuel public. Voilà des années qu'elle milite en effet pour la privatisation de l'audiovisuel public.

Pour l'Observatoire du journalisme, Sarah Knafo revient en détail sur les raisons qui justifient, selon elle, le besoin impérieux d'en finir rapidement avec l'audiovisuel public.

Vous avez récemment affirmé au micro de Sud Radio que les Français paient 83 euros/mois chaque année à France TV. L'ancien ministre Olivia Grégoire vous a répondu, affirmant que cela était faux puisque la redevance a été supprimée. Comment êtes-vous arrivée à ce chiffre-là et que lui répondez-vous ?

Nous avons des ministres qui ne savent pas compter. La loi de finances 2024 indique une dotation publique de 2,57 milliards d'euros pour France Télévisions. Selon l'INSEE, il y a 31 millions de ménages en France. 2,57 milliards d'euros divisés par 31 millions de ménages font 83 euros, en moyenne, par ménage. Si vous comptez la totalité de l'audiovisuel public, et pas seulement France Télévisions, c'est 4 milliards d'euros, soit 130 euros par an et par ménage. C'est plus cher qu'un abonnement à Netflix, qui, lui, est volontaire et résiliable.

Donc je réponds à madame Grégoire que l'audiovisuel public reste à ce jour, en l'absence de tout bon sens, un service public et qu'à ce titre il est toujours financé par l'argent des Français. Elle croit sans doute que les administrations sont financées par de l'argent magique qui pousse dans les arbres ? **Ce qui était hier financé par la redevance est aujourd'hui financé par tous nos impôts.** La seule différence, c'est que, désormais, **même ceux qui n'ont pas de télévision payent pour France Télévisions. Beau progrès !**

Vous déclarez être pour la privatisation de l'audiovisuel public. Mais s'il n'y a plus que des chaînes de télévision privées, n'y a-t-il pas un risque justement de n'avoir qu'une offre orientée politiquement ? Quelle serait, selon vous, la TV idéale ?

Parce que vous trouvez que France Télévisions n'est pas politiquement orientée ? Le paradoxe, c'est que, précisément, les chaînes du service public sont les plus orientées de toutes. France 2 et France 5 sont beaucoup plus marquées politiquement que ses concurrentes directes TF1, Canal+ ou M6 par exemple.

France Télévisions a démontré que le service public n'est pas un gage de neutralité, ni de pluralisme. Dès lors, ce service public n'a plus lieu d'être. Que fait France Télévisions que ne font pas les chaînes privées ? Qu'est-ce qui manquera au paysage audiovisuel français si, demain, France Télévisions devient un groupe privé ? À mon avis, rien.

Je pense que ce n'est plus à l'État de s'occuper des programmes de télévision. La télévision idéale ? Je suis pour la liberté, il faut beaucoup plus de liberté dans l'audiovisuel, notamment assouplir les règles sur les temps de parole pour que les chaînes puissent inviter qui elles veulent.

Cela ne me dérange pas qu'il y ait des chaînes très à gauche, d'autres très à droite ou de toute tendance d'ailleurs. Tant qu'elles trouvent leur public, leurs revenus et qu'elles respectent la loi, l'État ne doit rien avoir à redire.

Ne trouvez-vous pas cela normal que les Français participent financièrement au financement de leur audiovisuel public ?

Absolument pas ! En fait, je ne trouve même pas normal qu'il existe encore un service public de l'audiovisuel. De surcroît, il est tout à fait anormal qu'il ait besoin de 4 milliards d'euros d'argent public par an pour fonctionner, alors que ses concurrents font des bénéfices avec des grilles de programmes très

similaires. Vous trouverez des jeux, du divertissement, du sport, de l'information aux mêmes horaires sur TF1 et sur France 2 par exemple. Mais l'un est rentable, l'autre est un gouffre à argent public. C'est indéfendable.

Sur les réseaux sociaux et dans certains médias de droite, nombreux sont ceux qui se plaignent de ne pas vous voir, vous ou Eric Zemmour, fréquemment invités sur le service public. Avez-vous également ce sentiment ? Si oui, comment l'expliquez-vous ?

En effet, l'étude des temps de parole sur le service public montre une très nette surreprésentation des responsables politiques de gauche par rapport à leur poids électoral et une nette sous-représentation de la droite. Sans doute simplement parce que les salles de rédaction sont de gauche.

Si une émission se mettait à nous inviter plus régulièrement, peut-être aurait-elle une grève de journalistes sur les bras qui demanderaient sa démission ? Par ailleurs, le peu de fois où nous sommes invités, c'est toujours en terrain hostile. J'en sais quelque chose ! En réalité, cela ne me gêne pas du tout de répondre à des interviews musclées : je pourrais sans problème aller me confronter à des journalistes d'extrême gauche. Ce n'est un problème que parce que ces émissions sont financées par les impôts des Français.

Que pensez-vous de la reconduction de Delphine Ernotte ? Ainsi que du projet de holding de Rachida Dati ?

Je pense que cette reconduction est un scandale. Madame Ernotte a continuellement fait grimper la facture de l'audiovisuel public depuis 10 ans. Elle a mis en place une politique ouvertement discriminatoire contre les hommes blancs hétérosexuels de plus de 50 ans. C'est

elle qui le dit en ces termes. Elle a marqué un virage woke, qu'elle assume fièrement alors que les Français rejettent massivement cette idéologie. L'arrivée d'un ministre de la Culture, soi-disant de droite, aurait dû permettre un changement de ligne. Finalement, nous sommes restés sur la ligne de Rima Abdul Malak. C'est très décevant.

Je pense que le projet de holding de Rachida Dati n'a aucun intérêt. La seule différence, c'est qu'il y aura un grand patron pour tout l'audiovisuel public en plus de celui de France Télévisions, de Radio France et de France Médias Monde. Madame Ernotte est déjà payée 400 000 euros par an, je n'ose imaginer le salaire de ce futur grand patron, payé avec nos impôts évidemment. Sans parler de son équipe, de ses locaux, etc.

Comme toujours avec les projets de regroupement de structures publiques, on rajoute une couche sans rien supprimer. On nous explique que c'est pour faire des économies, et à la fin cela coûte toujours plus cher.

Vous reprochez le biais idéologique de l'audiovisuel public. Pensez-vous qu'il a fondamentalement un impact sur l'opinion des Français ?

Je pense que, par le passé, il a eu un impact énorme. Pas forcément dans les émissions politiques d'ailleurs – car dans ce genre d'émissions, le sens critique des Français est aux aguets –, je pense plutôt au traitement de l'actualité, aux mots employés pour décrire ou occulter le réel.

Avec le développement des chaînes de la TNT et l'émergence de médias alternatifs, je pense que le pouvoir de l'audiovisuel public a considérablement diminué.

La preuve : le service public nous explique à longueur

d'émissions que l'immigration est une chance pour la France et que le grand remplacement n'existe pas. Pourtant nous sommes une large majorité à rejeter l'immigration et à redouter le grand remplacement.

Pensez-vous réellement que la privatisation de l'audiovisuel public est une priorité ?

Oui, dans la mesure où le redressement des comptes publics est une priorité, une urgence vitale même. Aucun effort de redressement sérieux ne peut faire l'impasse sur un gisement de 4 milliards d'euros d'économies qui ne pénalisera aucun Français ni la compétitivité des entreprises. **Si l'on ne fait pas cette économie-là, laquelle ferons-nous ?**

Propos recueillis par **Lorelei Bancharel**

<https://www.ojim.fr/entretien-exclusif-un-gouffre-a-argent-public-la-charge-au-vitriol-de-sarah-knafo-contre-laudiovisuel-publi/?cn-reloaded=1>Source l'Ojim

Juvénal de Lyon